

Un contexte politique propice aux reculs

Au Québec, alors que la ministre à la Culture et à la Condition féminine mène présentement une Commission parlementaire sur le bilan du plan d'action 2007-2010 « pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait », son gouvernement est en train de déconstruire le système de santé et de service publics qui a pourtant été déterminant pour permettre aux femmes de se dégager de nombreuses tâches, qui leur étaient traditionnellement dévolues, (pensons par exemple aux soins aux proches malades), de s'émanciper, et d'avoir accès à des emplois de qualité et syndiqués.

L'imposition d'une taxe à la santé et la privatisation progressive du régime public, frappe les femmes de plein fouet, car un grand nombre d'entre elles vivent dans la précarité économique et ne sont pas en mesure de payer ces frais, pour elles-mêmes et pour leurs enfants. Le mouvement des femmes, insiste pour que le gouvernement instaure un impôt progressif plutôt que régressif.

En réduisant les services ou en augmentant les frais d'accès aux services, a des conséquences importantes pour les femmes. En 1970, la Commission Bird (1970) concluait que les femmes atteindraient l'égalité seulement lorsque la société, par le biais des ressources de l'État, partagerait la responsabilité de ces dernières en matière d'éducation et de soins aux enfants et aux personnes en perte d'autonomie. Cette affirmation vaut encore aujourd'hui.

Les conditions pour se prévaloir du droit à l'éducation, une autre revendication importante pour les féministes, sont aussi en train de s'égrainer puisque le gouvernement Charest propose une augmentation importante des frais de scolarité. Les conséquences d'une telle augmentation seront désastreuses pour les personnes à faible revenus, dont les femmes sont une majorité. Cela aura pour effet de compromettre l'accès à l'éducation pour de nombreuses personnes ! Or, nous considérons l'éducation comme un droit, non un privilège. Les politiques néolibérales du gouvernement Charest font donc abstraction des engagements gouvernementaux en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, car les mesures proposées vont consolider et accroître les inégalités existantes.

Au niveau fédéral, nous sommes aux prises avec un gouvernement conservateur qui met de l'avant des politiques de droite, nuisibles à l'avancée des conditions de vie des femmes. On n'a qu'à penser aux attaques incessantes des conservateurs contre le libre choix, de leur refus à financer les organisations dont la mission est la défense des droits des femmes, tout est en place afin d'affaiblir nos organisations.

Mais nous ne baisserons pas les bras ! En 2010 nous avons marché fièrement ensemble et, à l'aube de ce 8 mars 2011, le mouvement des femmes est déterminé à poursuivre la lutte pour l'égalité, pour le respect des droits des femmes et à la défense du bien commun. Fortes et fières de l'importante mobilisation de la Marche mondiale des femmes, nous sommes toujours en marche !

Pour aller plus loin : www.ffq.qc.ca

Source : La fédération des femmes du Québec